



**DISCOURS**

**DE**

**S.E. GENERAL EMILE LAHOUD  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE**

**A L'OCCASION DE LA 61<sup>ème</sup> SESSION  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE  
DES NATIONS UNIES**

**NEW YORK  
JEUDI, LE 21 SEPTEMBRE 2006**

*VERIFIER A L'AUDITION*

**Permanent Mission of Lebanon to the United Nations  
866 United Nations Plaza, Suite 531, New York, New York 10017**

Madame la Présidente de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Je voudrais d'abord vous exprimer ma fierté devant la confiance qui vous a été accordée et qui vous a valu d'être élue la première dame arabe à la tête de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Cette élection constituera sans doute un pas de plus vers la réalisation des aspirations des femmes arabes mais aussi un plus grand soutien pour les causes arabes légitimes.

Je voudrais aussi remercier son Excellence le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Kofi Annan, pour les efforts qu'il a déployés en faveur du retour de la paix, de la stabilité et du développement au Liban.

Madame la Présidente, Messieurs,

Je voudrais commencer mon discours par la plaie béante du Liban, que vous connaissez parfaitement.

Du 12 juillet au 14 août 2006, mon pays a été victime d'une agression barbare et il a fait l'objet d'une destruction systématique, comme le reste du monde en a bien peu connu.

Des centaines d'avions ont lancé quotidiennement des bombes lourdes et interdites internationalement sur les civils, les femmes, les enfants et les vieillards, provoquant ainsi d'horribles massacres. Les bombes ont aussi détruit l'infrastructure et les artères du pays sur base d'une décision israélienne claire, soutenue et couverte par de grandes puissances. Cette décision visait à détruire mon pays, symbole de valeurs humaines historiques, en raison de sa vocation particulière dans le monde d'aujourd'hui. Sa Sainteté le Pape Jean Paul II l'avait d'ailleurs qualifié de pays message de coexistence entre les religions.

Hélas, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a été impuissant à mettre un terme à l'injustice et à la barbarie, à faire cesser les massacres des enfants et à préserver la paix au Liban et dans la région.

L'agression a duré plus d'un mois et elle a débouché sur la cessation des hostilités, laquelle n'est pas encore devenue un cessez-le-feu durable, malgré les appels répétés en ce sens lancés dès la première semaine des bombardements.

Il est donc normal que l'on se pose les questions suivantes: Où est la crédibilité des Nations Unies sérieusement mise en cause par le retard dans l'adoption de la résolution 1701? Quelle est la capacité réelle de l'organisation à protéger le monde tant que ses résolutions sont tributaires de la volonté d'une grande puissance?

Je vous le demande aujourd'hui: combien d'enfants de mon pays ont du mourir, tués par des bombes destructrices, pour que le monde entende enfin les appels du droit et se dresse contre la machine de la haine, de la rancœur et de la barbarie?

Je pose cette question l'amertume au coeur, car les corps des enfants de mon pays sont encore sous les décombres.

Toutefois, cette barbarie n'a pas affaibli mon peuple, ni entamé sa détermination à résister, ni influé sur son attachement à l'Etat, à l'armée et à la résistance nationale, dont les hommes ont affronté l'occupant 33 jours durant avec un courage rare, l'empêchant d'enregistrer la moindre

percée significative au Sud. Ces hommes ont donné une fois de plus, à leur patrie une nouvelle victoire au nom du droit, de la justice et de la dignité.

Madame, Messieurs,

De la tribune des Nations Unies, nous tirons la sonnette d'alarme sur l'ébranlement des fondements de la seule assemblée internationale qui doit être une garantie pour la paix, la justice, le droit et le bien. Nous nous demandons aussi si le moment n'est pas venu pour cette organisation de contraindre Israël à respecter les résolutions internationales, alors que cet Etat a lui-même été fondé grâce à une résolution de ce genre.

Depuis le 14 août dernier, le Liban a prouvé sans aucun doute possible qu'il respecte ses engagements et qu'il tient particulièrement à appliquer les résolutions internationales. Nous avons donc accompli notre devoir et déployé 15000 soldats le long de la frontière entre le Liban et Israël, alors que ce pays continue à violer les dispositions de la résolution 1701, imposant tantôt un blocus humiliant aux Libanais et brisant constamment les conditions de la cessation des hostilités. De même qu'il a refusé de se retirer des fermes de Chebaa que le Liban se réserve le droit de libérer.

Israël refuse aussi de remettre aux Nations Unies les cartes des mines et des bombes à fragmentation qu'il a semées au Sud Liban. Enfin, le dossier des détenus libanais en Israël reste sans solution claire qui permette leur remise en liberté.

La communauté internationale doit donc aujourd'hui protéger la résolution 1701 et la sauver pour qu'elle ne devienne pas comme tant d'autres résolutions, une lettre morte. Et cela dans l'intérêt de la paix au Moyen Orient et dans le monde.

Je voudrais, ici, rendre hommage à la Finul et à ses victimes tombées aux côtés des soldats libanais et des combattants de la résistance, tous tués par les bombes internationalement interdites utilisées par Israël.

Nous espérons à ce sujet que les Etats Unis n'utiliseront pas comme à l'accoutumée leur droit de veto pour éviter une condamnation d'Israël, par respect pour les victimes innocentes, dont des femmes, des enfants et des vieillards déshumanisés par les bombes dites "intelligentes," à fragmentation, au phosphore et à l'uranium enrichi.

S'inspirant des principes de l'ONU et de sa charte, le Liban se réserve le droit d'intenter un procès à Israël devant les instances internationales compétentes, notamment votre Assemblée et la Cour internationale, afin de lui réclamer des indemnités proportionnelles à l'ampleur de la catastrophe qu'il a provoquée au Liban. Mon pays vous demande de le soutenir dans cette revendication et d'être du côté du droit.

De même, je vous invite à faire une distinction entre ceux qui résistent pour libérer un territoire occupé par Israël et pour obtenir la libération de leurs compatriotes injustement détenus depuis des décennies dans les geôles israéliennes, et entre le terrorisme aveugle qui frappe les civils et agresse tout le monde et que le Liban a été le premier à affronter, son armée ayant payé un prix fort dans ce but.

Madame la Présidente, Messieurs,

Le Liban est sorti de cette guerre exsangue et couvert de plaies. Vous savez, je crois, que la facture des bombardements et des destructions est trop lourde pour notre petite patrie. Des milliers de morts et de blessés sont tombés et des dizaines de milliers d'habitations ont été totalement détruites, sans compter les centaines de ponts, d'usines et de centres vitaux devenus inutilisables.

Mais le message que je voudrais vous transmettre est le suivant: la volonté de vivre des Libanais est trop puissante pour céder la place au désespoir. Nous avons entamé plus vite que beaucoup ne le pensaient le chantier de la reconstruction.

Notre pays peut redevenir un pôle d'attraction régionale, voire international en un temps record. Je voudrais préciser à cet égard que les mains secourables qui se sont tendues vers nous dès le premier jour de l'agression et qui continuent à nous donner des aides humanitaires et économiques ont permis au Liban de ne pas se sentir oublié du reste du monde. Grâce à cette aide, nous nous en sortirons plus vite que prévu.

Madame, Messieurs,

On reparle aujourd'hui de la nécessité de parvenir à des solutions durables et à une paix globale dans la région. Or, c'est ce que le Liban réclame depuis des décennies. Mais nul ne doit croire qu'une telle paix peut être atteinte avant que le conflit arabo-israélien soit réglé d'une manière juste globale et durable.

Ce qui s'est passé récemment au Liban, en dépit de son horreur, a peut-être ouvert une brèche qui peut s'élargir pour dynamiser le processus de paix dans la région, basé sur le plan arabe adopté au cours du sommet de Beyrouth en 2002. Ce plan reste, pour nous, le cadre idéal d'une solution durable, car il est fondé sur l'application des résolutions internationales qui portent sur le retrait israélien des territoires arabes occupés et le retour des réfugiés palestiniens chez eux.

Seule cette paix-la ramènera la stabilité au Liban et dans les pays avoisinants et constituera une garantie pour la sécurité d'Israël. Ce pays n'aura plus à compter sur son arsenal militaire qui a d'ailleurs montré son inefficacité. Seule une telle paix pourra arrêter l'hémorragie en Palestine et renforcer l'esprit de modération qui met un terme à l'extrémisme, dont nous voyons chaque jour les méfaits en Irak.

Il est d'ailleurs impératif que ce pays reste uni, au niveau du territoire, du peuple et des institutions, pour qu'il puisse retrouver son rôle dans la région et dans le monde.

Nous entendons aujourd'hui parler d'un nouveau Moyen Orient. Nous nous demandons si ce qui s'est passé au Liban et ce qui se passe encore en Palestine et en Irak, ainsi que les projets de discorde dont on parle chaque jour dans tel ou tel autre pays, constituent les conditions favorables pour que les peuples du Moyen orient vivent dans la sécurité et la tranquillité.

Quel nouveau Moyen Orient peut être édifié sur le sang des enfants, des femmes et des vieillards, sur le feu des discordes itinérantes qui se déplacent d'un pays à l'autre et sur l'injustice imposée à nos peuples arabes depuis des décennies?

Notre vision du Nouveau Moyen Orient s'inscrit dans le respect et l'application des résolutions internationales, qui restituent la terre occupée à ses propriétaires, qui ramènent chez

eux les détenus arabes en Israël et assurent le retour des réfugiés palestiniens sur leur terre, conformément à la résolution 194, au lieu de les implanter dans les pays d'accueil. Notre vision englobe aussi une relance des négociations arabo-israéliennes en vue d'aboutir à la préservation des droits de tous et à une paix globale.

Si notre vision de la paix dans la région se concrétise, je suis convaincu que le monde n'aura plus besoin d'organiser des congrès, des conférences ou des débats sur les moyens de lutter contre le terrorisme. Les sources du terrorisme seront tariées d'elles-mêmes et les cellules terroristes seront démantelées, surtout si la recherche de la justice s'accompagne d'une tentative sérieuse de lutter contre la pauvreté et de renforcer le développement des régions défavorisées. Car, vous savez certainement que la pauvreté et la misère engendrent la rancœur et les troubles et constituent un terrain fertile pour l'extrémisme.

Madame la Présidente,

J'ai lu une de vos déclarations récentes dans laquelle vous faites de la réforme de l'ONU un de vos principaux objectifs au cours de votre mandat à la tête de l'Assemblée Générale.

Nous vous appuyons dans ce souci, car, au Moyen orient, nous savons plus que d'autres que pour préserver la paix dans le monde, les Nations Unies doivent être plus efficaces dans les domaines décisionnel et exécutif.

Je répète ce que j'ai dit l'an dernier devant cette même assemblée: cet espace doit rester la conscience du monde et le principal défenseur des valeurs communes à l'humanité, à leur tête la liberté, la justice et l'aspiration à la paix.

Ce qui a été réalisé au cours de l'année écoulée, au niveau de la création d'un Conseil des Droits de l'Homme et de la création d'une commission pour l'édification de la paix est un facteur positif pour aider les Nations Unies à devenir une garantie de la paix et de la justice.

Mais la situation actuelle me pousse à proposer aussi la création d'une commission chargée de rédiger une "Charte des droits des Etats". Elle serait aussi importante que la Charte des Droits de l'Homme et elle imposerait à tous les Etats des règles fondées sur la justice et le droit.

Madame, Messieurs,

Notre voix est celle du droit car nous sommes venus de sous les décombres, non sur des blindés. Mon pays aspire à la paix et tend la main à tout effort visant à extraire les racines de la violence et de l'injustice dans la région, pour les remplacer par la sérénité et la justice.

Soyez sûrs que le Bien finira par triompher. Si nous n'en étions pas convaincus, nous n'aurions plus d'espoir pour un avenir meilleur.

Madame, Messieurs,

La force du Bien réside dans les coeurs nobles du monde entier. Cette force finira par vaincre la guerre, la haine et le terrorisme et l'humanité jouira de la paix qu'elle mérite.

Merci.